

expiatoires de la justice. Là où on ne devrait voir que des criminels, des meurtriers et des incendiaires, on n'a vu encore que des vainqueurs et des vaincus.

Ce n'est pas à nous qu'il appartient de rappeler à leurs devoirs les hommes qui ont reçu mission de protéger toutes les libertés, d'empêcher, de punir tous les crimes. Nous ne pouvons que déplorer l'imprévoyance, l'apathie, l'inaction de ces hommes, avant, pendant et après le drame sacrilège dont nous venons d'avoir le déplorable spectacle. Nous nous pouvons que prédire qu'il n'en est encore qu'à sa première scène, si, au lieu d'y assister avec une douloureuse curiosité, la société américaine ne le flétrit tout d'abord d'une éclatante réprobation, d'un solennel châtiement. Quant aux causes qui ont amené les tristes événements dont nous redoutons les conséquences, nous les avons déjà signalées, les premiers, avec une énergie et une franchise qui ont froissé certaines susceptibilités, lorsque nous avons dénoncé la formation du parti des natifs comme un germe de guerre civile. Nos prévisions ne se sont que trop tôt, trop fatalement réalisées. Loin de nous d'ailleurs, la pensée de trouver dans les principes, dans les actes des *natifs*, une excuse aux violences de ceux qu'ils appellent *étrangers*. Ces étrangers, nous en avons la conviction, ont pour eux, grâce au libéral accueil que leur a jusqu'ici fait l'Union, non seulement le droit, mais aussi le nombre, et par conséquent il leur suffit de se serrer autour de la constitution et des lois pour assurer le triomphe paisible de leur cause. Hâtons-nous de l'ajouter, d'ailleurs, c'est à tort, peut-être, que nous avons prêté aux Irlandais toute l'odieuse culpabilité de l'initiative dans la lutte dont un faubourg de Philadelphie a été le théâtre. Bien des journaux, bien des correspondances qui ne sauraient être soupçonnés de partialité Irlandaise s'accordent à reconnaître que si les premières insultes sont venues des Irlandais, les premières violences sont venues des Américains.

— Les "*Américains natifs*" ou "*les Américains républicains*." — On peut juger, par la circulaire suivante, de l'esprit qui anime ce nouveau parti politique; elle a été publiée lors des dernières élections municipales à New-York où ce parti a triomphé. Les événements de Philadelphie donnent une certaine importance à cette circulaire.

"Concitoyens et républicains américains, nous vous présentons des hommes qui, grâce à Dieu, n'ont aucune goutte de sang impur (*polluted*) de l'étranger et culant dans leurs veines, des hommes qui méprisent et ne craignent pas l'influence étrangère. Jetez les yeux sur les hordes de voleurs et de vagabonds allemands et irlandais rôdant dans nos rues, ramassant des os et des chiffons, pillant le sucre en café le long de nos quais, et partout où nos citoyens natifs se trouvent dans leur chemin. Jetez les yeux sur les voleurs (*burglars*) et les détoussours (*pickpockets*) anglais et écossais, encombrant nos lieux d'amusement, nos lieux de débarquement et nos hôtels.

"Jetez les yeux sur ces charlatans italiens et français rôdant dans les rues de toutes les villes de l'Union avec leurs orgues de Barbarie et leurs singes dansants, qui leur servant de prétexte pour nous vider nos poches à la première occasion. Jetez les yeux sur les juifs vagabonds, encombrant nos rues de leurs horribles réceptacles où se recèlent les marchandises volées et s'encouragent le vol et l'improbité. Jetez les yeux sur ces épiciers et marchands de rhum allemands et irlandais, monopolisant un commerce qui appartient légitimement à nos vrais citoyens indigènes. — Ce monopole doit leur être arraché. Jetez les yeux enfin sur l'intervention audacieuse de tous ces étrangers dans nos élections! Cela peut-il se souffrir plus long-temps? Non, répondons-nous: NON! Le catalogue de cette peste étrangère pourrait être bien plus long. Nous vous faisons appel, pour que vous agissiez en Américains déterminés à n'être pas dominés plus long-temps par une canaille (*rabble*) impertinente et démoralisée.

"Par l'ordre du Comité Général des Américains républicains."

Le journal qui a donné publicité à cette circulaire y ajoute la remarque suivante:

"Américains bon. Mais républicains! avouez que c'est-là un singulier système de liberté et d'égalité. En Angleterre, en France, en Autriche, pays de despotisme monarchique, les *natifs* n'ont pas encore eu l'idée de jalouser et de proscrire les porteurs d'eau des Pyrénées, les marchandes de balais suisses, les Juifs qui vendent des clés de sûreté, les Circassiens qui monopolisent la vente des dattes et de l'encens, les bateleurs qui accaparent les jours, les ramoneurs de la Savoie et leurs marmottes en vie." *Canadien.*

CORRESPONDANCE.

M. L'ÉDITEUR,

Comme il n'est rien de plus naturel que de se plaindre quand on souffre, on ne doit point trouver surprenant d'entendre de nouvelles plaintes là où il y a de nouvelles souffrances. On nous pardonnera donc, si on nous voit encore dénoncer aux autorités les maux dont nous sommes accablés. On avait cru d'abord, surtout après le paiement du terrain nécessaire au canal de Beauharnais et l'estimation des immenses dommages encourus par les habitants de cette paroisse, que la lourde indemnité qui pèse sur les coupables, ferait enfin ouvrir les yeux et tenir sur leur garde ceux qui se trouvent obligés de la payer. Malheureusement il n'en est rien: les habitants de la ligne du canal ne sont pas plus exempts de persécution, d'injustices et de dommages cette année que les autres; ils n'y sont pas mieux payés: un bon nombre attendent encore l'argent de travaux faits l'année dernière; plusieurs même n'ont pas reçu un seul sol pour le dépeuplement de leurs carrières et les dom-

mages qu'on n'a pu manquer de causer sur leurs terres à cette occasion. Il faut ajouter parmi les malheureux ceux qui se sont trouvés et qui se trouvent encore dans l'impossibilité de cultiver leurs champs. Aussi les habitants y sont-ils fort irrités et à bon droit. Car l'expérience leur a appris ce qu'il en coûte, quand il faut tout se procurer à prix d'argent, faute de récolte. Il n'est pas rare d'en trouver qui ont déjà dépensé tout l'argent qu'ils avaient reçu du bureau, en paiement du terrain qu'ils avaient vendu, pour acheter des provisions et pourvoir à leur subsistance. On peut donc dire qu'ils n'ont pu retirer presque aucun avantage de l'indemnité qu'ils ont reçue. C'est pourtant la triste nécessité à laquelle vont encore être réduits cette année un grand nombre de ces infortunés, car la plupart sont obligés de laisser leurs champs incultes, faute de pouvoir y conserver les clôtures et les cours d'eau nécessaires. Ajoutez-y encore ceux dont le terrain est, en grande partie, encombré de bois, de pierres, etc. etc. depuis bientôt deux ans, et vous aurez une idée des dommages, des vexations et des injustices dont les habitants de la ligne du canal, sont les tristes victimes. Faut-il donc que ces gens, privés de l'usage de leurs terres, se croient les bras et se cassent les dents? Pourvu que les débiteurs aient une table bien mise, tout est-il parfait? Hélas! oui, voilà le principe de l'humanité et de la charité du jour: le droit du plus fort est toujours le meilleur. Pauvres brebis, il faut que les loups vous mangent; parce que vos bergers sont bien armés et puissans, ils seront aussitôt payés et non dépêchés comme vous, Canadiens!

12 mai 1844.

BULLETIN.

Nouvelles Diverses.—Émeute de Philadelphie.—Mexique.

Le porte-manteau ou la caisse de livres dont nous avons annoncé la trouvaille dans notre avant-dernier numéro, n'a pas encore été réclamé. Comme les livres et les papiers sont en langue anglaise, les journaux de cette langue rendraient sans doute service au propriétaire s'ils avaient la complaisance de reproduire les lignes suivantes: Un porte-manteau, rempli de livres et de papiers, a été trouvé dans les rues de Montréal. Le propriétaire le retrouvera en s'adressant au bureau des *Mélanges Religieux*.

Il y aura le jour de la Pentecôte, à la Cathédrale, vers 5 heures P. M. la bénédiction solennelle d'une cloche pour l'église de la Providence. C'est une nouvelle occasion pour les catholiques de cette ville de montrer leur zèle envers un établissement qu'ils ont élevé si à propos à la gloire de la Religion et à la pratique des œuvres de la Charité.

Rien n'a encore transpiré de Kingston. Les bureaux du gouvernement ne sont pas encore arrivés à la nouvelle capitale; on les attend néanmoins de jour en jour, quoique le bruit se soit répandu qu'ils ne partiraient du Haut-Canada qu'au commencement de juin. Quelques-uns voudraient attribuer ce retard à l'attente de nouvelles dépêches d'Angleterre. Suivant une correspondance de Londres à la *Gazette de Québec*, le résultat de l'élection de Montréal y était attendu avec anxiété, et dans le cas de la défaite du parti Viger, on s'attendait à Londres que Sir Charles Metcalf serait obligé de rappeler ses ministres.

Le même correspondant dit que MM Cartwright et Atcheson, les députés du Haut-Canada pour faire des instances auprès de lord Stanley afin de retenir le siège du gouvernement à Kingston, ont été reçus de la manière la plus hautaine et la plus méprisante. Suivant la même correspondance, Sir Robert Peel serait en faveur de Kingston, mais comme il n'aime pas à se prononcer contre l'opinion de lord Stanley, la question peut être regardée maintenant comme décidée.

La *Minerve* de vendredi traduit du *Pilot* la première partie d'une lettre de M. Howe adressée à M. Hincks, l'éditeur de ce papier. M. Howe semble vouloir se rapatrier avec ceux qu'il avait traités de gâte-métier. Il est vrai qu'il paraît nier s'être servi d'expressions aussi dures, mais il avoue que dans la chaleur de la discussion il a dit que les affaires du Canada avaient été si mal conduites, qu'il était difficile de dire si l'on pouvait raisonnablement comparer ensemble celles du Canada et de la Nouvelle-Ecosse. Ensuite pour que les ex-ministres ne s'appliquent pas exclusivement ses paroles, il dit qu'il ne faisait allusion qu'à la contradiction qui se trouvait entre les différents rapports qui existaient sur l'état de la question; sans aucun désir de sa part de blâmer soit l'un ou l'autre des partis en autant qu'il ne savait pas sur quel principe le ministère avait résigné. La raison pour laquelle il ne pouvait le savoir, c'est que les explications fournies par le gouverneur général et ses ex-ministres étaient si contradictoires qu'il était difficile d'abord de former une opinion sur les véritables causes de différence d'opinion entre eux; les faits sur lesquels seuls on pouvait former une opinion.